



MINUSCA

---

## Conférence de presse du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga

### Transcription intégrale

1<sup>er</sup> juin 2016

**RSSG :** Bonjour chers amis, c'est un réel plaisir de vous retrouver à nouveau ça fait effectivement assez longtemps que nous n'avons pas eu l'occasion d'avoir cette conversation. Beaucoup de temps est passé depuis notre dernière rencontre.

En effet le pays a énormément avancé et c'est notre privilège à nous de l'avoir accompagné. Vous avez suivi vous-même, samedi dernier la cérémonie pour commémorer le travail des soldats de la paix. A cette occasion le thème retenu par le Secrétaire général cette année c'était «célébrer nos héros ». Vous avez appris avec nous combien ces tâches sont importantes pour les communautés où il y a eu malheureusement une rupture de la paix, mais aussi combien elles sont est risquées. Vous avez suivi des chiffres. Seulement pour cette année, 129 soldats de la paix sont morts à travers le monde dans le service pour protéger les communautés, les populations civiles. 29 en République centrafricaine en ce qui concerne la MINUSCA. Cela simplement pour dire que leur sacrifice n'a pas été vain, nous avons beaucoup avancé. Des élections ont été organisées dans ce pays. Un Président a été légitimement élu. Nous avons un parlement qu'il est tout aussi bien élu, un gouvernement qui est à pied d'œuvre et des grandes mesures déjà prises, mais surtout une disposition importante du chef de l'Etat et de gouvernement de poursuivre l'effort qui vise non seulement à renforcer la sécurité à travers le processus de désarmement mais aussi à l'asseoir sur une Réforme du secteur de la sécurité qui est absolument indispensable. Et tout cela ne pourra tenir que si le travail pour mieux vivre ensemble, à travers la réconciliation nationale est aussi avancé. Il faut se réjouir que sur tous ces chantiers, le gouvernement prend l'initiative et les partenaires que nous sommes sont là pour l'accompagner et on le fera jusqu'à ce que des résultats soient palpables. Vous avez suivi comme nous également, l'initiative prise par le chef d'Etat de rencontrer lui-même directement les chefs rebelles, les acteurs politico-militaires du pays. Tout cela je crois est de bon augure, ça nous laisse penser que les attentes du peuple centrafricain pour tourner la page, pour passer de l'autre côté

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

comme le pape François les y avait invité, a vraiment été entendu. Et que ce vouloir vivre ensemble va bientôt se matérialiser. Ça ne va pas être une tâche facile, mais en tout cas je tiens encore aujourd'hui à vous assurer du plein engagement de la MINUSCA au côté de la Centrafrique, du gouvernement mais aussi du peuple centrafricain, pour qu'on puisse relever les immenses défis qui restent encore devant nous. Vous avez aussi certainement suivi le passage de la mission des Nations Unies qui était dirigé par le sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Monsieur Wane, qui a passé une dizaine de jour ici, et qui a eu l'occasion de rencontrer la classe politique mais aussi des autres acteurs de la société centrafricaine mais également le corps diplomatique, pour échanger avec ces intervenants sur ce qui pourrait constituer les priorités du prochain mandat de la MINUSCA. Et il faut lever toute suite l'équivoque, j'ai cru lire ici et là que le mandat de la MINUSCA prenait fin le 31 juillet. Un mandat est annuel, un mandat se renouvelle, un mandat ne prend fin que si les raisons pour lesquelles une mission aussi importante que celle-ci a été établie ont été réglés. On envisage que ce travail qui a été effectué par la mission pour la revue stratégique, peut être sur la table du Secrétaire générale dans quelques jours puis lui-même fera des recommandations au Conseil de sécurité pour que le nouveau mandat soit pris en compte. Et parallèlement à cela, il y a eu beaucoup d'autres missions importantes. Le FMI a aussi effectué une mission qui a pour vocation d'évaluer les besoins en termes de redressement économique de la Centrafrique. Un travail qui a été mené conjointement par la Banque mondiale, l'Union Européenne et la MINUSCA et qui vise à présenter un document de plaidoyer qui permettra à la Centrafrique d'aller rencontrer les partenaires internationaux, bilatéraux au mois de novembre. Pour pouvoir apporter les ressources indispensables, en plus des ressources propres qui sont en train d'être mobilisées par le gouvernement centrafricain, les besoins du pays sont tels qu'il faudrait qu'il y ait une expression très forte de la solidarité internationale, c'est notre plaidoyer. Nous sommes à pied d'œuvre pour procéder à ce plaidoyer et faire en sorte que d'ici à cette date que l'on puisse bénéficier de l'appui de l'ensemble de la communauté internationale. Il serait absolument bon que l'ensemble de la communauté nationale soit informé et reprenne l'espoir. Cet engouement extraordinaire que nous avons tous vu pendant le processus électoral. Il faut que la population soit véritablement convaincue qu'il y a un dividende de la paix, que les fruits de la paix sont bien plus sucrés que les raisins de la colère et de la violence à qui il faut tourner définitivement le dos. Voilà chers amis ce que je tiens à vous dire en propos introductifs. Je me tiens absolument à votre disposition pour toutes questions que vous souhaiteriez me poser.

**RJDH** : Nous rendons aussi hommage aux casques bleus qui ont perdu la vie ici en Centrafrique, mais cependant nous avons aussi quelques

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

préoccupations. Vous avez mené beaucoup d'activités dans le cadre de restauration de l'autorité de l'Etat, la relance économique mais il y a encore des soucis plus à l'intérieur du pays. Même dans les villes où la MINUSCA a déployé ces troupes il y a toujours des forces non conventionnelles qui continuent à racketter, à piller et à brûler certaines maisons, comment expliquer vous cela monsieur le Représentant? Et la deuxième préoccupation concerne le chef rebelle Nourredine Adam, qui malgré les sanctions par l'ONU continue de circuler librement à l'intérieur du pays, à l'extérieur aussi il voyage librement au Tchad et au Soudan. Comment expliquez-vous ça, est ce que la sanction de l'ONU est encore efficace ?

**Infos Centrafrique :** Nous avons assisté à une série de visite des hauts fonctionnaires onusiens ces dernières semaines, est ce que ces visites dans leur ensemble ont une signification particulière? Quels est le message que l'ONU veut envoyer au peuple centrafricain à travers ces visites ? Comment appréciez-vous les résultats de ces multiples visites ? D'une manière générale, que vont être les retombés de ces visites pour la RCA?

**RSSG :** Je vais commencer par ce qui me parait plus facile, la dernière question même si elle demande quelques explications. Que la Centrafrique fasse l'objet de visites nombreuses c'est un bonne nouvelle. C'est que la Centrafrique se porte mieux, et le monde entier veut venir en appui aux efforts que les Centrafricains sont déjà en train de mener. C'est des visites d'amitié, c'est des visites qui expriment sans aucun doute la solidarité internationale, ces différents intervenants sont venus ici avec des dossiers extrêmement bien préparés, dont l'objectif se résume en ces termes, définir avec les Centrafricains leurs priorités. Mais aussi voir comment, l'expression de la communauté internationale peut faciliter la réalisation des objectifs que les Centrafricains auront définis eux-mêmes. Donc ces visites-là sont les bienvenues, évidemment les résultats et les retombés ne seront pas immédiats. Je parlais tout à l'heure de document de plaidoyer qui est en train d'être élaboré. Tout ce travail de préparation, qui est extrêmement important, il faut que le gouvernement puisse convaincre ces partenaires, qu'il a non seulement la volonté mais a mis en place toutes les dispositions pour que ce partenariat puisse être assis sur un Etat de Droit, sur une gouvernance responsable, sur une volonté de changer le paradigme. C'est cela dont il est question. Lorsque ces partenaires seront rassurés et auront vu qu'il y a du répondant du côté national, je crois que tout cela va résulter en un appui plus important. Vous savez le nouveau principe de cette coopération internationale, c'est que le pays montre véritablement une volonté de mieux organiser l'appareil de l'Etat, de créer les conditions qui pourraient faciliter les investissements, une rigueur dans la gestion et dans la fiscalité. Lorsque cet effort est fait au niveau national, on peut s'attendre à ce qu'il y ait plus d'investissements. Plus que jamais la Centrafrique a

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

besoin de l'appui de la Communauté internationale. Parce que malheureusement le monde a énormément des priorités, vous suivez l'information et la presse internationale. C'est déjà une très bonne chose que la Centrafrique revienne, reprenne un peu plus d'importance dans les préoccupations internationales. Comme vous le savez il y a tellement des dossiers brûlant à travers le monde, donc c'est une bonne chose qu'il y ait cette affluence de partenaires vers la Centrafrique.

Donc c'est un travail laborieux qui commence, il ne s'achèvera que lorsque nous tous nous aurons les premiers fruits que nous souhaitons évidemment nombreux. Fridolin a exprimé ce souci de la situation à l'intérieur du pays qui reste ici et là préoccupante sur le plan sécuritaire. Ce qu'il faut toujours se dire, c'est de voir les choses avec une perspective. D'où vient-on? Où sommes-nous? Où va-t-on?

Si on fait cet exercice d'évaluation, il est difficile de ne pas dire que nous sommes aujourd'hui dans une tendance plutôt ascendante. Le pays va sortir des turpitudes dans lesquelles il s'est retrouvé, il faut garder cet espoir. Hier seulement, j'étais à Dékoa. Vous savez vous même combien dans cette communauté les divisions ont été profondes. Mais je me suis réjoui de voir que même là-bas, il y a un travail qui se fait. D'abord j'ai rencontré un sous-préfet qui m'a fait une très bonne impression, un homme d'une grande sagesse qui est bien entouré de l'ensemble de la diversité de la communauté centrafricaine. J'ai également hautement apprécié le travail les sœurs d'une congrégation qui font un travail remarquable.

Le pays vient de loin, je crois qu'il faudrait qu'on soit un peu patient, qu'on comprenne toute la mesure de la difficulté dans laquelle le pays se trouve. Quand on parle de sécuriser ce pays vous avez certainement une idée de l'immensité de la tâche. Votre pays est vaste, plus grand que la France et la Belgique réunies avec des infrastructures pratiquement inexistantes. Il y a malheureusement encore des communautés qui se trouvent dans des endroits encore isolés que la force malgré son déploiement n'est pas partout. Et là où elle est, on déplore une certaine criminalité. Mais nous sommes à pied d'œuvre, des efforts sont en train d'être fait pour augmenter la police et la gendarmerie onusienne en attendant que il y ait des capacités nationales propres. Là, c'est aussi un travail qui va demander beaucoup de temps.

On a à peu près 1 000 policiers dans le pays, mais qu'est que c'est pour un pays aussi grand que celui-ci. Il y aura des priorités à faire. Il y a beaucoup de travail à faire et je partage votre frustration qui est aussi la nôtre. Tous les jours nos hommes en uniforme ne sont pas du tout au repos. Ils sont sur tous les fronts, pour faire face également au défi que nous pose la LRA par exemple. Nous avons déploré l'attaque par des communautés qui certainement dans leurs frustrations de voir qu'on voulait protéger un

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



@UN\_CAR

élément de la LRA, dans leurs frustrations, elles ont agressé un soldat de la paix. Ce que nous déplorons énormément et qui lui a coûté la vie. Simplement pour vous dire que nous sommes partout avec les populations, là où ces événements malheureux se produisent. Ces tensions révèlent quelque chose. D'abord que ce ne sont pas des tensions qui ont pour objectif de déstabiliser les institutions établies, et encore moins, de remettre en cause de façon fondamentale l'autorité de l'Etat. Ce que nous observons, c'est que se sont des tensions intercommunautaires, malheureusement qui se trouvent également dans une sorte de compétition pour les ressources. Ces tensions ne sont pas nouvelles, par exemple les tensions qui sont liées à la transhumance, entre agriculteurs et éleveurs. Elles ont pris de nouvelles dimensions, surtout par le fait qu'il est plus facile aujourd'hui d'être en possession d'armes à feu. Ce qui est malheureusement extrêmement destructif. C'est tout cela qui complique et qui rend la situation plus difficile, mais ne doutez pas ni de la détermination, ni de l'engagement. Ce travail est colossal mais nous sommes à pied œuvre tous les jours. Nous ne trouverons malheureusement pas des solutions qui soient simplement une solution militaire ou sécuritaire aux tensions que nous déplorons tous.

Voilà pourquoi, lorsque parfois, je lis dans la presse des articles qui mettent un accent trop approfondi sur une lecture identitaire des tensions, moi, je crois que cela n'aide pas. Il faudrait un travail d'analyse, beaucoup plus fouillé, essayer de comprendre pourquoi nous avons telle et telle tension à tel ou tel endroit. Elles ne sont pas toutes le fait vraiment de l'incapacité de la population à vivre ensemble. Il y a malheureusement des groupes criminels qui se servent de leur position de force par les armes dont ils sont détenteurs pour piller, racketter et créer la zizanie et la manipulation. Malheureusement, la réponse va être de penser que tel ou tel acte déplorable est commis parce que c'est au nom de telle appartenance identitaire. C'est ce qui est dangereux. Il faut traiter les criminels comme des criminels. Il faudrait qu'on puisse tout mettre en œuvre pour distinguer ceux qui exploitent la diversité à des fins personnelles de ceux qui veulent avoir encore des revendications purement politiques. Cela va aider dans ce débat qui reste extrêmement préoccupant. Ce qu'il faut dire c'est que nous sommes effectivement encore confrontés à des difficultés et notre mandat de protection des populations civiles est mis en mal mais c'est une préoccupation sur laquelle nous travaillons.

La sanction du conseil de sécurité n'est pas une décision de la justice nationale centrafricaine. Le conseil de sécurité met sur la liste des sanctions des individus en raison des informations reçues par le Conseil de sécurité sur les activités de tel ou tel individu et sur les conséquences dramatiques que ces activités ont eu souvent sur la population civile.

C'est une invitation à ce que les dossiers de justice soient montés, pour que

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

les arrestations soient faites sur la base et dans le respect justement de la norme de droit. Je ne doute pas de la volonté des autorités de la République centrafricaine de faire en sorte que l'impunité soit combattue dans ce pays.

Les Nations Unies seront aux côtés des Centrafricains pour que cet effort soit mené à terme. Nous travaillons avec les autorités centrafricaines pour que toutes les fois que les mandats d'arrêt en bonne et due forme seront portés à la connaissance de la MINUSCA, des efforts soient fait pour que des mesures soient prises. Vous savez certains Centrafricains qui ont été à l'origine de crimes horribles dans ce pays sont derrière les barreaux et c'est cet effort qu'il faudrait poursuivre. Sur la question du traitement des groupes armés, en tant que tel, je crois qu'il faut s'inspirer de l'initiative courageuse du chef de l'état, qui comprend très bien qu'il ne peut pas y avoir une solution militaire que la réponse aux problèmes de la Centrafrique ne passeront pas par un bras de fer et par un autre conflit armé.

Voilà pourquoi il a initié ce dialogue inclusif, dans sa volonté de comprendre quels sont les griefs des uns et des autres. Il a lancé un dialogue qu'il faudrait poursuivre. Il faudrait que le pays trouve une réponse à la fracture sociale, à ce qui est fondamentalement ici en question, ce n'est pas le traitement de tel ou tel chef rebelle, mais c'est plutôt le traitement qui viserait à apporter une réponse à la rupture du contrat social entre Centrafricains. Il faudrait qu'à un moment ou un autre, les Centrafricains se mettent ensemble pour se poser la question de savoir qu'est ce qui s'est passé entre nous fils et filles de la Centrafrique. Il y a certainement quelque chose qui n'a pas été. Nous avons tous fait le bilan, de ce que ça nous a coûté en terme humains, en matériel, en terme simplement de développement. Certainement c'est un recul que le pays ne peut pas se permettre. Toute personne qui aurait aujourd'hui une réponse violente aux divergences qui opposent les Centrafricains, est certainement en train de filer du mauvais coton.

Ce que le Chef de l'état dit c'est cela qui est important. Nous partageons cette conviction que les centrafricains sont fatigués, ne veulent plus de la guerre. Qu'est qu'il faut faire pour qu'on puisse trouver des solutions, qui passent par le dialogue, parce que vous êtes tous condamnés à vivre ensemble. Les différences que nous avons dans ce pays ne sont pas la diversité qui est dans ce pays. Ce pays n'est pas le seul avec une telle diversité qui peut devenir une source de richesse si elle est expiée de ces relents de rejet de l'autre qui ont causé tant de mal. Il y a un vrai défi des autorités de gouverner différemment ceux qui pourraient utiliser la marginalisation perçue ou avérée comme une raison de se radicaliser. Il pourrait pouvoir apporter des réponses qui sont des réponses qui permettraient au pays de sortir de la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui. Et cela ne sera pas par un rapport de force, mais surtout par le

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)



dialogue, un dialogue responsable et une volonté de vivre ensemble.

**Presse portugaise** : La mission de la MINUSCA titre à sa fin, est ce qu'on peut avoir une idée sur le nouveau calendrier que les Nations unies entendent donner à la MINUSCA pour la Centrafrique?

Non, le mandat de la MINUSCA ne prend pas fin. Il est annuel. La revue stratégique que j'ai évoquée avant vient de terminer son travail. Le Conseil de sécurité, son cycle évolue année par année. Mais j'ai bon espoir, qu'à la demande des autorités centrafricaines, que les recommandations du Secrétaire général au Conseil de sécurité seront bien reçues et permettront à la MINUSCA de continuer à appuyer les autorités centrafricaines.

Nos priorités seront celles du gouvernement. Je crois que l'effort du chef de l'Etat est sa volonté de faire en sorte que la sécurité soit renforcée est aussi au cœur de notre mandat. Il y a encore tellement de chantiers. Nous allons vous appuyer sur tout ce qui concerne les questions liées à la réconciliation nationale. Le pari avec la Centrafrique est de rendre tout ce que nous sommes en train de faire irréversible. Ce mot il faut le retenir. C'est pourquoi il faut bâtir quelque chose de solide. Il faut de la patience parce que cela va être long.

Ce qu'il faudrait faire pour l'instant, il faut se donner un pari ; qu'on ait une génération exempte de violence. Si on se donne dix ans de paix, je peux vous garantir que cela va laisser des marques profondes. C'est tout le monde qui est impliqué, la société civile, la presse, pas seulement le gouvernement. On va travailler à cela et moi je n'ai pas de doute que nous y arriverons.

Notre mission à nous aussi est de protéger les institutions mises en place par les Centrafricains. Il faut se féliciter que personne ne doute aujourd'hui de la légitimité des autorités du pays. Moi je préfère le dire, quiconque rêve de se réveiller un matin et de marcher sur Bangui et venir faire un coup d'Etat, je crois que celui-ci rêve en plein jour. Cela ne se passera plus. Nous ne permettrons pas que ces institutions qui ont été établies avec tant de peine soient remises en cause par quelques aventuriers. Donc, cela est notre détermination et nous le ferons avec toute la force du mandat que nous a conféré le Conseil de sécurité et qui va être renouvelé».

**Innovation Afrique** : Monsieur le Représentant, vous avez apporté une réponse à presque toutes les grandes questions, mais je ne crois pas vous avoir entendu sur la question de la reconnaissance des victimes. Pour l'instant, nous avons vu qu'il n'y a que des victimes armées qui sont en train d'être répertoriées pour entrer dans le processus de DDR. Cela a commencé, nous les avons interviewés et ils ont tous un certificat si je peux le dire. Mais il n'y a pas que ces groupes qui ont été dépouillés. Il y a la population, il y a des dignitaires et des sociétés qui ont été pillés. Quel est votre regard face à

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

tout cela? Vous les orientez comment? Parce que, tant qu'on n'a pas reconnu ces civils, ces innocents qui n'ont pas appelé la guerre chez eux, cela va amener la frustration qui a provoqué la crise.

**RSSG** : C'est une question douloureuse, et qui est certainement au cœur du drame de votre population mais aussi, je crois, de toutes ces nations qui ont connu l'horreur de la guerre et de la violence. Je crois que c'était le 11 mai qu'il y a eu cette journée des martyrs pour commémorer les victimes des violences cycliques que le pays a connu. Je crois que cela mérite la reconnaissance de toute la Nation. Ce devoir de mémoire s'impose pour bien souligner que toute vie est précieuse et le scandale de la vie perdue trop facilement ne devrait jamais être accepté. Nous avons tous le devoir de vivre avec une âme révoltée ; révoltée de voir que dans ces sociétés où la violence est devenue le mode de fonctionnement, malheureusement, la vie n'a plus de valeur. C'est d'abord cela qui est extrêmement dangereux pour toute société. Lorsqu'on peut s'installer dans une sorte d'acceptation de ce niveau de violence, qui nous rappelle seulement le règne du monde animal, je crois que la société est en danger.

Je suis d'accord avec vous pour dire qu'il faut justement ce sursaut de conscience pour ne pas accepter ce traumatisme collectif à travers les scènes horribles que nous avons connues. Il faudrait ne pas accepter, ce n'est pas normal. L'humain n'a pas vocation à vivre de cette façon. Vous avez raison de dire qu'il faut une catharsis collective. Il faudrait que le pays accepte d'en parler. Si on n'en parle pas et qu'on enterre tous ces souvenirs, on peut se retrouver un jour, comme un volcan en éruption. On se retrouve surpris de ne pas comprendre que le cycle infernal de la violence nous rattrape.

J'ai suivi les Centrafricains eux-mêmes, lors de ce débat public sur RFI, avec le chef de l'Etat, beaucoup ont insisté sur le fait que la paix ne se fera pas sur le dos des victimes et qu'il faudrait refuser que la réconciliation soit le nouveau mode de la justice. On a besoin des deux. J'ai entendu des Centrafricains demander et souligner la nécessité qu'est la justice. Comme vous le savez, des efforts sont en cours. Une Cour pénale spéciale est en train d'être établie. Les discussions sont assez avancées. Ce sera encore une fois le fait de la volonté des Centrafricains et de leur gouvernement que nous accompagnerons. Ce sont des questions extrêmement délicates.

Les mécanismes mis en place par le gouvernement et la plateforme religieuse pour faciliter le travail de la réconciliation nationale montrent et démontrent que dans ce pays mal en point, il y a des ressorts encore tellement forts. Votre pays a la capacité de se reprendre et de rebondir. Je le dis aussi pour apprécier la nomination de votre président de l'Assemblée nationale. On avait pu penser que jamais un vote démocratique n'aurait pu

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



Facebook.com/minusca.unmissions



@UN\_CAR



porter à la deuxième position de l'Etat quelqu'un issu de la minorité. Tout cela rend honneur à votre pays. Il ne faut pas douter ou arrêter de rêver de votre pays. Il ne faudra pas attendre que tout cela vienne d'une autre personne. Chacun doit être un rempart pour la paix. Il ne faudrait pas attendre que ça vienne d'une autre personne. Chacun doit être un rempart pour la paix, la justice et la cohésion sociale et pour l'égalité.

Aujourd'hui, il ne suffit pas de gouverner simplement mais vraiment de gouverner autrement. Le nouveau chef de l'Etat dignement élu doit être un casseur de l'histoire. Il est appelé à cette tâche pour changer une histoire qui était douloureuse. Son rôle est quasiment prophétique. Il doit rompre avec ce cycle de la violence pour pouvoir réconcilier son peuple.

**Radio Ndeke Luka :** Monsieur le Représentant, vous avez répondu à une grande partie de mes questions mais je vais quand même en poser une. J'ai une question concernant la recrudescence des violences dans l'arrière-pays. On enregistre des incidents tous les jours. Je me demande s'il n'y a pas une faiblesse dans la chaîne de sécurisation. Deuxième question : sur le corridor Bangui-Garamboulai, il y a des hommes armés. Les usagers accusent la MINUSCA de ne pas faire son travail. Ils réclament que l'on puisse associer les forces centrafricaines dans la sécurisation de cet axe. Est-ce que vous adhérez à cette proposition ?

**RSSG :** Il est important de répondre à cette double question. La première chose est de dire que vous avez raison de nous poser cette question et d'être dans une certaine insatisfaction du niveau de sécurisation que la MINUSCA apporte à ces communautés. Je peux vous assurer d'une chose. Je suis moi-même extrêmement exigeant avec nos forces et je demande encore plus de leur part. Je veux à chaque fois comprendre ce qui se passe et je veux à chaque fois m'assurer que l'on puisse au mieux éviter ces actes de violence qui affectent les populations civiles. En même temps, j'en profite pour lancer un appel même si je sais qu'il ne règlera pas tout. Je ne trahirais pas mes sources mais ce que j'ai cru comprendre de la réaction d'autorités élevées de votre pays est que chacun veut comprendre ce qui se passe. Par exemple, j'ai été extrêmement impressionné lorsque j'ai entendu de l'une des autorités du pays que selon les informations reçues, il n'est pas à exclure que la violence à certains endroits soit entretenue par des groupes armés qui s'attaquent à des minorités pour piller leur bétail. Je préfère le dire. Il paraît que dans certains coins, du côté de Kouï, certains sont en train de constituer un cheptel en le pillant sur les autres. Dans la réaction, l'un des membres de cette communauté a été assassiné. Dans une réaction que nous condamnons et qui a été extrêmement violente on s'est retrouvé avec 10 morts du côté de la communauté d'origine d'où est venue la première attaque. Réponse disproportionnée, certainement, condamnable certainement, mais il y a là un besoin de se poser la question de savoir si les

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

questions ne sont pas plus compliquées qu'elles ne le paraissent. Cela pose le problème du vivre ensemble. Je crois que ce qu'il faut retenir est que le problème de la transhumance ne se pose pas qu'en Centrafrique. C'est un problème qui est régional qui affecte la RDC, le Tchad et le Mali. Ce n'est pas un problème nouveau. Les tensions entre agriculteurs et éleveurs aujourd'hui se sont exacerbées par une injection d'une dose politicienne et par cette violence qui est entretenue par les armes. Si l'on ne fait pas attention cette situation peut devenir incontrôlable. Nous avons proposé une réflexion, en cours, qu'il y ait une réponse régionale à cette question de la transhumance, que les frontières soient mieux contrôlées, qu'elles soient ouvertes et que les espaces traditionnels, un phénomène extraordinaire qui remet en cause, qui fait voler en éclats les barrières politiques, les territoires qui sont fixes et qui sont établis pour couper en morceaux un espace vital dans lequel les communautés avaient l'habitude de circuler et de considérer comme leur espace naturel. La, malheureusement, la réponse politique, administrative et de l'histoire n'a pas tenu compte de la réalité de la nature. Voici un cas précis où nous avons une tension et qui mérite que l'homme fasse preuve d'innovation et de génie créateur et que l'homme écoute la nature. On ne peut pas contenir ces populations dans un espace politique, l'espace étatique. Ce n'est pas possible. La nature a une force telle! C'est comme si l'on voulait contenir un cours d'eau en lui disant «tu t'arrêtes ici parce que c'est la frontière de l'Etat ». Ce n'est pas possible. Le défi est de trouver une réponse. Ce pays est tellement grand. On peut créer des corridors qui existaient d'ailleurs. Ce n'est pas à moi de le dire. Les Centrafricains avaient déjà trouvé des réponses. Cette cohabitation entre agriculteurs et éleveurs était bien meilleur. Qu'est ce qui fait qu'aujourd'hui on ne puisse pas la recréer et la recréer dans un espace qui puisse déborder les frontières nationales pour que cela soit une réponse de la sous-région. J'espère que l'on va y parvenir et c'est un défi immense qui ne pourra malheureusement pas arrêter la criminalité de ceux qui pensent que c'est plus facile de piller que de travailler mais il faudrait que la réponse de l'Etat soit telle que l'on puisse s'en prendre aux fauteurs de trouble et aux criminels.

Merci de nous rappeler de la nécessité de nous assurer que sur cette route stratégique que l'on puisse assurer la sécurité et la libre circulation des biens et des personnes. C'est un axe qui permet à la Centrafrique d'être désenclavée et là, il ne faut pas que l'on dorme sous nos lauriers. Nous a beaucoup fait et grâce à la sécurisation accrue, le pays a pu accroître ses ressources. C'est notre devoir et nous allons tout faire. Nous allons envisager l'introduction de technologies de surveillance pour renforcer le travail de nos forces. Je tiens à vous rassurer, c'est un axe prioritaire de la MINUSCA et nous ne tolérerons pas qu'il tombe aux mains de brigands.

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

Nous allons redoubler d'efforts.

**Ndjon Sango** : Monsieur le Représentant, je prends en réserve votre intervention portant sur le fait qu'un groupe armé qui tente de marcher sur Bangui sera arrêté. Si on se rappelle de la ligne rouge de Damara, la Seleka a marché sur Bangui. Je ne suis pas tellement convaincu.

Je voulais savoir quels sont les groupes armés cantonnés et ceux qui ne le sont pas. Ma deuxième question porte sur le désarmement. Aura-t-il vraiment lieu ? Dans cette salle, nous avons demandé au Représentant sortant à propos du PK5 si la MINUSCA pouvait désarmer ceux qui y sèment la terreur. Le constat est que lorsque les musulmans prennent l'avantage il n'y a pas d'intervention de la MINUSCA. Dans le contraire, il y a interposition. A l'époque, le Représentant sortant avait indiqué que la 2217 ne pouvait s'appliquer et qu'il fallait que les minorités gardent les armes pour se défendre. Ma question est de savoir si la MINUSCA est là pour protéger les minorités ou pour restaurer l'ordre.

**Radio Centrafrique** : Je voudrais réagir à une des déclarations du RSSG qui dit que toute aventure de groupes armés visant à marcher sur Bangui sera anéantie. Certes c'est bien cela. Cela dit, par rapport à la Mission de Sangaris qui consiste à appuyer la MINUSCA et qui tire à sa fin avec la réduction du dispositif opérationnel, cela ne va-t-il pas affecter la capacité opérationnelle de la MINUSCA sur le terrain pour atteindre l'objectif de stopper l'avancée des ennemis sur Bangui ? Par ailleurs vous disiez tout à l'heure que le peuple centrafricain demande l'expression forte de la solidarité internationale. L'occasion a été donnée dernièrement avec la conférence des partenaires humanitaires en Turquie. On a déploré l'absence du Président Hollande. Comment voyez-vous cette absence de François Hollande à cette rencontre de dimension internationale, porteuse d'espoirs pour la RCA ? Hollande devait développer une sorte de plaidoyer pour la RCA qui vient de loin.

**RSSG** : Merci beaucoup Georges. Je vais repartir vers Guy Vincent pour d'abord dire avec force, même si je n'étais pas là que mon prédécesseur n'aurait jamais pu donner une telle réponse. Je crois que notre devoir de protection c'est d'abord un devoir qui est pour tous, sans discrimination, mais qui l'est encore plus pour éviter que les minorités puissent se trouver en danger. Et je vous pose la question à vous-même chers amis, que fait-on dans les familles quand on a les grands et les petits qui se chamaillent. Que fait-on naturellement ? Notre élan c'est d'aller protéger les plus petits et je crois que cela était une bonne chose pour éviter que la force devienne le droit. La force n'est pas le droit. Ce n'est pas parce que l'on est fort qu'on a forcément raison. Mais au-delà de ça, moi ce qui m'intéresse c'est de dire que ces tensions on peut les comprendre, mais je plains vraiment les

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

populations qui sont manipulées par ceux qui ont un intérêt à faire en sorte que le conflit soit un conflit inter-communautaire. Très franchement chers frères, nous sommes tous, nous venons tous de pays où il y a de grandes diversités et je crois que quand on a une certaine compréhension de l'altérité de la vie, quand on sait pourquoi le grand mystère s'impose à nous tous, je dis comme ça, parce que le langage correctement diplomatique ou politique se garde souvent de parler de transcendance parce que c'est des notions qui viennent d'un autre registre. Mais moi je m'étonne et je m'interroge devant le mystère de la vie. Quand on arrive à s'interroger sur le mystère de la vie, on pense que c'est l'immédiat qui est la réponse à nos préoccupations. Qu'est ce qui fait que vous êtes né ici et pas ailleurs ? Qu'est ce qui fait que vous soyez ce que vous êtes, pas autre chose ? Est-ce que vous avez un contrôle sur ça ? Et pourquoi est-ce que le fait d'être ce que vous êtes doit vous peser, doit marquer votre histoire ? Au fond, ça pose malheureusement une question de vie ou de mort, pourquoi ? Pourquoi doit-on se contenter de ça ? Est-ce qu'on peut alors aller puiser au-delà de ce que nous voyons, quelque chose de plus profond qui nous rappelle notre raison d'être ? Moi, je crois profondément à une interrogation qui devrait constamment nous interpeller. Pourquoi faut-il que, parce que nous ne sommes pas d'accord, que nécessairement tout ce que tu dis soit faux, et ce que je dis soit vrai ? Pourquoi ? Est-ce que je peux avoir moi la conviction, je viens du Gabon, là-bas, on a 46 groupes ethniques, est ce que je peux avoir la conviction que tous ceux qui sont de mon groupe ethnique ont toujours raison ? Est-ce c'est seulement possible et pourquoi est-ce que moi je vais me retrouver dans une espèce de justice ou de réaction collective où une communauté qui s'en prend à une autre communauté ? Le fait que des communautés se retrouvent sur le chemin de l'exil simplement parce qu'elles sont de telles ou telles minorités, c'est un drame sans nom. L'humanité est confrontée à des défis énormes, mais qui commence par cette espèce de lecture étriquée de la réalité. Voilà, il faut qu'on arrête de penser que ce qu'on voit c'est ce qui est. Il y a certainement une invitation je crois voilà pourquoi nous parlons toujours du miracle de la visite du Pape. Parce qu'il y aura un marqueur entre le temps où il sera venu et le temps que nous vivons. Donc moi je dis qu'on ne peut plus continuer comme ça. Faut qu'on se pose cette question-là, pour qu'on comprenne que l'autre n'est pas nécessairement toujours le méchant, l'ennemi et l'autre n'est pas toujours responsable de mes malheurs. Donc nous avons un devoir et une obligation de protéger toutes les populations et il n'y aura pas de tolérance pour une agression qui vienne d'une minorité contre une majorité et encore moins de l'inverse. Donc je crois que cette perception n'est pas exacte parce que ce n'est pas ce que nous faisons, nous sommes pour toutes les communautés, et s'il y a une perception de cette nature je crois qu'il y a une mauvaise appréciation de ce que nous sommes. Nous sommes ici pour tout le monde et nous traitons

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

également toute communauté. Et la ligne rouge n'existait pas avant ou elle était théorique. Nous avons vu un essai à Sibut, je crois que c'était le 10 octobre dernier. Notre réponse avec nos partenaires stratégiques de la Sangaris était une réponse forte et nette. Ce que nous ne pouvons pas accepter même intellectuellement, et c'est là qu'il faut avoir un débat justement avec ceux qui ont encore des armes aujourd'hui. On peut même leur poser la question, à supposer qu'ils prennent le pouvoir, ils vont gouverner où et comment? Aujourd'hui la prise du pouvoir par la force est délégitimée par le monde entier en premier par l'Union africaine elle-même, aucun régime qui prendrait les armes. Regardez autour de nous, on a vu l'expérience ratée du Burkina Faso. L'Union africaine est absolument claire la dessus, et je crois que l'Union africaine est prête. C'est d'ailleurs la seule institution régionale prête à se mobiliser pour combattre un régime si ce régime s'adonne à des violations massives des droits de l'homme y compris les crimes de génocides. Sur le plan institutionnel, l'Union africaine parce que c'est le continent qui a souffert énormément de la multiplication de ces coup d'état a délégitimé la prise de pouvoir par la force. Donc ceux-là qui rêvent de pouvoir le faire même si personne ne s'opposait à eux on se demande comment ils vont faire pour gouverner. Et le défi pour nous tous mais d'abord pour la population centrafricaine qui s'est levée comme une seule femme, qui s'est levée dans un même élan pour élire des autorités. Nous nous réjouissons aujourd'hui et c'est notre fierté que ce peuple, je doute qu'ils puissent accepter qu'on lui impose un ordre par la force. Au Burkina Faso ça ne s'est pas fait. Donc voyez que la question que vous posez est une question qui vous interpelle même en tant que peuple. Et il faudrait que dans les débats, discussions, soit dit à tout le monde que la prise du pouvoir par force que ce soit le fait des groupes armés, ou que ce soit le fait des forces de sécurité nationale établies comme les FACA, ce n'est pas autorisé. Ce n'est plus possible et vous le savez. Ca a causé tant de mal à votre pays, beaucoup de nos nations sur le continent que ce temps est révolu.

Et donc notre action est légitimée par tout cela. Mais elle est légitimée surtout par le mandat que nous donne le Conseil de sécurité des Nations Unies pour dire que cela ne devrait plus être autorisée. Et, nous n'avons pas la force, telle que je la connais en tout cas c'est l'intention claire de Balla Keita, et le message qu'il passe à ses hommes, c'est de dire que votre cahier de charge c'est cela. Cela ne devrait pas être possible et autorisé. En tout cas on ne peut pas laisser libre cours à ce type d'attitude. Et nous l'avons fait jusque-là avec notre partenaire stratégique Sangaris.

Mais si Sangaris devrait partir, d'ailleurs il faut se réjouir du fait que Sangaris ne parte pas vraiment, nous aurons cette obligation de remplir notre mandat et je préfère le dire, nous avons les moyens pour le faire. Les

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



Facebook.com/minusca.unmissions



@UN\_CAR

contingents que nous avons ne sont pas des contingents de touristes. Ce sont des militaires qui connaissent le métier de la guerre. Ils n'ont pas mandat de faire un désarmement forcé, parce que ce sont des questions que vous posez. Le désarmement forcé, ça n'a pas marché nul part ailleurs. Le désarmement forcé c'est la guerre, ce n'est pas notre mandat. Mais notre mandat c'est de nous assurer que personne ne se lève un matin avec les armes, pour remettre en cause une autorité nationale et des institutions établies par le vote des centrafricains.

Et l'autre aspect qui est peut être intéressant là-dedans c'est que je crois que ce message commence à être entendu. D'abord, moi je me réjouis que Sangaris ait été maintenu à la demande des autorités centrafricaines, une capacité de réaction qui est extrêmement appréciable et dissuasive. C'est un plus, dans notre arsenal. Et, nous allons recevoir également certains éléments de Sangaris qui viendront se joindre à la Minusca pour travailler dans tout ce qui concerne la gestion des outils de l'information moderne tel qu'on peut s'en servir aujourd'hui. Et puis on souhaite que tout le travail de formation auquel l'Union européenne va bien s'engager avec l'EUTM, va permettre justement une montée en puissance progressive, structurée, organisée des forces nationales de sécurité y compris des FACA et qui vont, le moment venu s'associer et nous le souhaitons. L'idée selon laquelle nous ne souhaitons pas, nous ne voulons pas travailler avec les FACA, est complètement fautive, erronée. Nous on va travailler avec les forces de sécurité intérieure y compris avec les FACA, lorsque ce travail de formation qui est en cours, de remise à niveau des capacités nationales sera effectif et c'est cela qui est important.

Parce que, la nouvelle philosophie de l'Organisation des Nations Unies n'est pas de rester. Nous ne sommes pas ici pour rester. Et si nous ne voulons pas rester, il faudrait que dès la phase de stabilisation dans laquelle nous nous trouvons à peu près aujourd'hui, il faut qu'on intègre progressivement, les forces de sécurité nationales, pour qu'elles prennent elles-mêmes leur responsabilité. Et nous avons, nous, le devoir de les accompagner y compris dans ce domaine. Et, ce sera peut-être le dernier point, il faudrait que cela soit fait d'une façon qui soit encadrée dans une recherche d'une réponse globale à la rupture de la paix dans le pays.

C'est le travail que va faire le ministre Willybiro Sako, tel que souhaité par le chef de l'Etat pour que soit mené dans un même élan : Désarmement, réforme du secteur de la sécurité et réconciliation, que cela aille ensemble, pour que le pays se donne véritablement les moyens d'apporter des réponses qui vont durer. Parce que, chers frères et sœurs, il vaut mieux se préparer à mieux vivre ensemble, ça peut paraître difficile, mais il n'y a pas d'autre

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)



option. Et toute option qui viserait par exemple à exclure l'autre en comptant sur une capacité militaire pour écraser l'ennemie, ne mènera à rien du tout. Parce que ce genre de combat, on ne le gagne pas. Mais le combat pour la paix, en investissant justement dans la réconciliation, dans tout ce qui vous rapproche, dans toutes les valeurs que vous avez en commun, et vous avez l'extraordinaire cadeau d'avoir le Sango comme ciment de votre nation, je crois que c'est cela qui va faire en sorte que demain on puisse gagner et que l'investissement sécuritaire que nous avons fait, offre simplement le cadre qui permettra à ce travail vital de se faire pour que la stabilité venant, ceux qui viendront demain investir dans votre pays dont vous connaissez les potentialités immenses, puissent trouver justement des raisons, de croire et d'espérer à la Centrafrique.

Voilà, merci beaucoup !

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



@UN\_CAR